INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 23 novembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont clôturé en timide hausse. Le CAC 40 a progressé de 0,32 % à 6 679 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a gagné 0,43% à 3 946 points. Aux Etats-Unis, où les marchés baisseront leur rideau demain pour cause de Thanksgiving, le Dow Jones prenait 0,28% en fin d'après-midi. Un mot d'ordre, en somme, pour résumer l'état d'esprit de la journée : la prudence des investisseurs.
* Ces derniers se sont effectivement contentés du service minimum dans l'attente du compte rendu, en début de soirée (20 heures), de la dernière réunion de la Fed qui pourrait livrer d'éventuelles indications sur l'évolution de la politique monétaire américaine.
* Le principal élément à retenir du dernier FOMC est que " la Fed est prête à interrompre la série de resserrements de 75 points de base en les ramenant à 50 points en décembre, un message bien reçu par le marché lors des semaines qui ont suivi (…) ", rappelle un analyste de Deutsche Bank.
* Les chiffres des prix à la consommation de novembre seront publiés le 13 décembre, à la veille de la dernière réunion du comité de politique monétaire de l'année.
* Sur le plan des indicateurs, cette journée de mercredi aura été bien fournie.
* Les statistiques américaines du jour, des commandes de durables aux inscriptions au chômage en passant par les ventes de logements neufs, ne permettent pas de tirer de réelle conclusion sur la santé de l'économie.
* En Europe, le rythme de contraction de l'activité dans le secteur privé s'est atténué en novembre, l'indice PMI flash composite (synthèse entre l'industrie et les services) calculé par S&P Global s'appréciant de 0,5 point à 47,8. Il se maintient néanmoins sous le seuil critique des 50 points pour le cinquième mois consécutif.
* Le dollar néozélandais gagne 0,58% à 0,6177 dollar américain, la Reserve Bank of New Zealand ayant délivré un message agressif s’agissant de ses perspectives de resserrement monétaire. Elle a augmenté de 75 points de base à 4,25% son principal taux directeur, comme anticipé par les marchés. La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a cependant prévenu qu’elle devra rehausser ce taux « plus que prévu en août afin d’atteindre ses objectifs d’inflation et d’emplois ».

" Les mesures de l'inflation 'sous-jacente' ont augmenté, tout comme les attentes d'inflation future. Ces mesures suggèrent que l'inflation restera élevée à court terme " a commenté la Banque centrale. Le pays est également confronté à un grave problème de pénurie de main-d'œuvre.

* L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé que les stocks de pétrole brut cette semaine avaient baissé de 3,7 million de barils à 431,7 million de barils. Les spécialistes prévoyaient en moyenne une baisse de 1,05 million de barils. Les stocks d'essence ont, pour leur part, augmenté 3,1 millions de barils, tandis que ceux des produits distillés, dont le fioul domestique, ont progressé de 1,7 million de barils. Le consensus anticipait respectivement une augmentation de 380 000 barils et un repli de 550 000 barils.

Sur le marché pétrolier, le cours du baril de WTI perd près de 5% à 77,22 dollars. Selon Reuters, les membres du G7 envisagent un plafond entre 65 et 70 dollars le baril pour le pétrole transporté par voie maritime.

* L'activité dans le secteur privé s’est contractée en novembre en France, a indiqué S&P Global, sous le coup d’une dégradation plus forte que prévu des services. L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 48,8 en novembre contre 50,2 en octobre. Il était anticipé à 49,5 et ressort au plus bas depuis 21 mois. Le PMI des services a réservé une mauvaise surprise, passant de 51,7 à 49,4 entre octobre et novembre et il était attendu à 50,6.

" Ce soutien essentiel à la croissance économique française semble toucher à sa fin, l'activité des prestataires de services ayant en effet diminué pour la première fois depuis plus d'un an et demi en novembre ", a commenté Joe Hayes, économiste senior chez S&P Global Market Intelligence.

Le PMI manufacturier est, lui, passé de 47,2 à 49,1 entre octobre et novembre et il était attendu à 47.

" Les entreprises françaises ont eu beaucoup de mal à maintenir la croissance de leur activité dans un contexte de forte inflation, conjuguée à d'intenses pressions sur les coûts, à une incertitude marquée et à la hausse des taux d'intérêt, cette accumulation de vents contraires ayant en effet engendré un environnement très défavorable à la demande a déclaré Joe Hayes, Senior Economist à S&P Global Market Intelligence.

* Le gouvernement propose de nouvelles mesures de soutien visant à favoriser à long terme les introductions en bourse (IPO) à Paris des acteurs technologiques, a annoncé le ministère de l'Economie. Dans ce cadre, il se fixe comme objectif de voir 10 licornes françaises réaliser leur introduction en Bourse, à Paris, d’ici à 2025, dont 2 avec une valorisation supérieure à 5 milliards d’euros.

La mission French Tech continuera à accompagner les entreprises également après leur introduction en bourse, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Elle mènera également des actions d'attractivité en mettant davantage en avant les sujets " IPO " et " tech cotée " lors de ses évènements organisés à travers l'Europe. De plus, l'initiative Tibi sera renforcée sur le segment coté. Ainsi, le gouvernement va fortement inciter les fonds d'investissement à se doter de spécialistes et d'analystes dédiés à la tech cotée.

Le gouvernement souhaite par ailleurs lancer l'instruction d'un travail législatif pour encourager les entreprises innovantes à réaliser leur introduction en bourse en France. " Il s'agit de mettre en place un cadre autorisant les droits de vote multiples sur les sociétés cotées, pour permettre au management des licornes françaises de conserver le contrôle effectif de leurs entreprises après leur cotation au même titre que pour les entreprises non cotées ", explique le ministère de l'Economie.

Une réflexion sera enfin menée pour évaluer la pertinence d'interventions de la sphère publique dans le cadre d'opérations d'IPO, avec une mobilisation mesurée s'appuyant sur des moyens pouvant atteindre plus d'un milliard d'euros. Bpifrance a prévu de consacrer 500 millions d'euros pour investir en direct dans des entreprises de la tech dans le cadre de leur introduction en bourse. La Caisse des Dépôts et Consignations prévoit également 300 millions d'euros d'investissement dans de telles opérations.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Elior s'est invité à la première place de l'indice SBF 120, après quatre dernières séances dans le rouge. A contrario, Vallourec et Teleperformance ont fermé la marche.
* Des rumeurs font état d'un potentiel départ du directeur de la création de Gucci, Alessandro Michele. Il s’apprêterait à quitter la maison de couture appartenant à Kering (+0,59% à 546,10 euros), selon le média spécialisé dans la mode Women's Wear Daily. Joint par l’Agence Option Finance ce mercredi, le service de presse de Kering " ne souhaite pas faire de commentaire" sur cette rumeur. Exerçant cette fonction depuis janvier 2015, Alessandro Michele avait relancé cette marque iconique, dans la seconde partie de la dernière décennie.

Plus qu'une relance, ce fût carrément une réinvention qui avait porté l'activité et les résultats du groupe à des sommets très rarement atteints dans l'industrie du soft luxury.

Gucci génère d'ailleurs l'essentiel des profits du groupe Kering. L'année dernière, la marque florentine a généré un résultat opérationnel courant de 3,7 milliards d'euros pour un peu plus de 5 milliards d'euros pour l'ensemble du groupe.

" Son départ pourrait avoir une portée initialement négative, compte tenu de l'aura dont le désigner a bénéficié et d'un apport à la création qui a largement dépassé sa seule implication dans la création de Gucci pour participer au développement d'autres marques du groupe Kering , indique Invest Securities suite à cette rumeur de départ.

* Reworld Media s'est adjugé 3,85% à 5,66 euros à la Bourse de Paris. Le groupe de médias présent sur deux marchés, Btoc et Btob, a signé un protocole avec le Groupe Mondadori en vue de l’acquisition des marques Grazia et Icon dans le monde, cette dernière étant une référence mode et lifestyle dans l’univers masculin.

Le périmètre de reprise a généré en 2021 un chiffre d'affaire de l'ordre de 18 millions d'euros. Le prix d'acquisition de cette société serait de l'ordre de 6,5 millions d'euros (dont 1 million d'euros de trésorerie disponible) et d'un complément de prix éventuel de 2 millions en fonction des performances 2023.

Cette opération de croissance externe marquerait un pas majeur pour Reworld Media dans sa stratégie de croissance à l'international.

* Credit Suisse (-5,45% à 3,646 francs suisses) a fermé la marche de l’indice SMI, la banque ayant averti qu’elle enregistrerait une lourde perte au quatrième trimestre et qu’elle continuait de faire face à d’importantes sorties de capitaux. En Bourse, l’action de la concurrente d’UBS se rapproche de son plus bas historique touché début octobre en séance à 3,518 francs suisses. Actuellement en pleine restructuration, Credit Suisse a prévenu s'attendre à enregistrer une perte avant impôts pouvant atteindre 1,5 milliard de francs suisses au quatrième trimestre.

Sur les 9 premiers mois de l'année, la banque a enregistré une perte nette de 5,9 milliards de francs suisses.

" En particulier, la banque d'investissement a été touchée par le ralentissement substantiel des marchés de capitaux et par la réduction de l'activité dans les activités de vente et de courtage, exacerbant la baisse saisonnière et la sous-performance relative du groupe ", a commenté l'établissement.

La restructuration de Credit Suisse a pour but de restaurer sa crédibilité, qui a été mise à mal par des résultats décevants et l'accumulation des affaires ces deux dernières années. La transformation de la banque suisse passe en particulier par une restructuration radicale de la banque d'investissement. A la mi-novembre, Credit Suisse a déjà annoncé la cession d'une partie importante de son activité de titrisation (SPG) à Apollo Global Management.

* Confrontée à la baisse du marché des ordinateurs personnels, HP Inc est la dernière société technologique en date à annoncer une réduction de ses effectifs. Avant elle, Meta, Cisco, Twitter et même Amazon ont dévoilé des suppressions de postes. En Bourse, l'action du fabricant de PC et d'imprimantes gagne 0,58% à 29,55 dollars. HP va supprimer entre 4 000 et 6000 postes d’ici la fin de l’exercice fiscal 2025 pour économiser au moins 1,4 milliard de dollars en rythme annuel. L'année dernière, HP Inc employait 51 000 personnes.

Cette restructuration lui coûtera environ 1 milliard de dollars en charges de restructuration, dont 0,6 milliard sur l'exercice 2023, en cours, et le solde sur les deux suivants. HP Inc est confronté à la faiblesse du marché du PC.

Selon le bureau d'études IDC, le marché des PC devrait reculer de 12,8% à 305,3 millions d'unités cette année et devrait encore se contracter l'année prochaine. " L'affaiblissement de l'économie mondiale et la flambée des achats au cours des deux dernières années sont les principales causes de la réduction des perspectives ", explique IDC. L'essor du télétravail pendant la pandémie avait en effet soutenue les achats d'ordinateurs personnels.

Au quatrième trimestre, clos fin octobre, HP Inc a enregistré une perte nette de 2 millions de dollars contre un profit de 3,1 milliards de dollars, un an plus tôt. Hors éléments exceptionnels, le groupe a dégagé un bénéfice de 85 cents par action, dépassant de 1 cent le consensus.

Son chiffre d'affaires a chuté de 11,2% à 14,8 milliards de dollars contre la prévision de marché de 14,69 milliards de dollars. Dans le détail, les PC ont vu leurs revenus reculer de 13% (-9% à change constants) à 10,3 milliards de dollars. Les revenus tirés des PC grand public ont en particulier chuté de 25%.

L'activité d'imprimantes de HP Inc. a, elle, enregistré des ventes en repli de 7% (-6% à change constants) à 4,5 milliards.

**ANALYSE**

Ce n'est pas bon mais c'est moins mauvais que ce que l'on pouvait craindre. Rien de souriant donc, mais aucune raison de déprimer encore plus. Les indices PMI publiés par S&P Global Ratings mercredi matin confirment que la zone euro et les grands pays qui la composent sont en récession, mais la détérioration de l'activité est moindre que prévue.

Ainsi, l'indice pour la zone euro s'est très légèrement redressé, à 47,8 points au mois de novembre. Un passage en dessous de la barre des 50 points indique habituellement l'entrée en récession.

D'ailleurs, Chris Williamson, le chef économiste de S&P Global estime, dans un communiqué que, « les données PMI pour le quatrième trimestre sont, pour l'heure, conformes à une contraction trimestrielle du PIB légèrement supérieure à 0,2 % », tout en faisant part de « quelques signes timides d'amélioration […] laissant espérer un ralentissement économique plus modeste qu'anticipé auparavant ».

Cette moins mauvaise tenue de l'activité économique est visible dans l'industrie. L'indice est remonté à 47,3 points contre 46,4 points le mois dernier. C'est l'industrie allemande qui plonge moins qu'attendu. La production industrielle chute encore, mais moins vite qu'en octobre et les industriels allemands semblent un peu moins déprimés. Ce n’est pas le cas en France, où le moral des chefs d'entreprise flanche, notamment dans les services où l'activité commence à baisser, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. L'indice global tombe sous le seuil des 50 points pour la première fois depuis février 2021 dans l'Hexagone.

Dans son communiqué, S&P Global évoque « une nouvelle baisse soutenue de la demande » adressée aux entreprises de la zone en raison de l'inflation. Mais « ces indices montrent que la récession de la zone euro s'annonce modérée », a réagi ce matin dans une note Dirk Schumacher, économiste chez Natixis.

« L'amélioration constatée dans le secteur manufacturier reflète de moindres tensions dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui devrait être un facteur désinflationniste à terme », juge l'économiste. Beaucoup sont d'accord avec ce constat. Ainsi, les économistes du cabinet Capital Economics jugent que « les indices suggèrent que l’inflation atteindra bientôt son pic, mais ils restent extrêmement élevés par rapport aux normes passées ». Il est donc trop tôt pour parler d'amélioration de la conjoncture dans la zone euro. Tout juste peut-on conclure des indications données par S&P Global que le pire n’est pas certain.

**L’AGENDA DU 24 novembre 2022**

Fermeture des marchés financiers américains pour Thanksgiving  
  
**8h45 en France**  
Climat des affaires en novembre  
  
**10h00 en Allemagne**  
Indice Ifo du climat des affaires en novembre